

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Session annuelle  
du Conseil d'administration**

**Rome, 7-11 juin 2010**

## **PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION**

**Point 9 de l'ordre du  
jour**

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.A/2010/9-C/2\***

28 mai 2010  
ORIGINAL: ENGLISH

\*Réimprimé pour raisons techniques

## **INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – SIERRA LEONE 200062**

**Protection des moyens de subsistance et appui  
aux filets de sécurité pour les populations  
vulnérables se relevant d'un conflit**

Nombre de bénéficiaires	961 000
Durée de l'intervention	30 mois (juillet 2010-décembre 2012)
Quantité de produits alimentaires fournis par le PAM	30 468 tonnes
<b>Coût (dollars É.-U.)</b>	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	19 989 679
Coût des transferts monétaires pour le PAM	2 205 000
Coût total pour le PAM	41 170 067

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODD\*: M. T. Yanga tél.: 066513-2792

Attaché de liaison principal: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)

## RÉSUMÉ

La Sierra Leone continue de se relever des perturbations sociales et économiques engendrées par une décennie de guerre civile qui a pris fin en 2002. Le redressement a été freiné par des chocs économiques qui ont affecté les moyens de subsistance de la population, érodé la capacité de résistance des plus vulnérables et sapé la cohésion sociale. La transition de l'urgence au redressement est difficile: les possibilités d'emploi sont rares et la capacité du Gouvernement à assurer des services sociaux et à mettre en place des filets de sécurité est limitée. Soixante-dix pour cent de la population vit en deçà du seuil de pauvreté qui est pour le pays de 2 dollars É.-U. par jour et 70 pour cent des jeunes sont sans emploi. Différents facteurs dont la crise financière mondiale ont entravé la reconstruction des infrastructures.

Les taux de mortalité infantile et maternelle figurent parmi les plus élevés au monde. Le risque de décès lié à l'accouchement encouru sur une vie entière est de un sur huit; la prévalence nationale de la malnutrition aiguë globale est de 10 pour cent et dépasse le seuil d'urgence dans certaines régions durant la saison de soudure qui va de juillet à octobre; les taux de malnutrition infantile sont accentués par des niveaux d'anémie très importants, un accès insuffisant aux services de santé et un paludisme endémique. Une étude récente a montré que 29 pour cent des ménages ruraux avaient une alimentation inadéquate et étaient exposés à l'insécurité alimentaire, et la situation s'est encore dégradée entretemps du fait de la hausse du prix des produits alimentaires et de la récession économique.

La présente intervention s'inscrit dans le droit fil du Programme pour le changement adopté par le Gouvernement pour 2008-2012 et de la "Vision commune" des Nations Unies qui a remplacé le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Elle vise à renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition infantile au sein des populations vulnérables qui ont souffert du conflit et sont marquées par de profondes inégalités entre les sexes et par un chômage croissant parmi les jeunes.

La composante Secours met l'accent sur la nutrition et prévoit une supplémentation alimentaire ciblée pour les enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë modérée, une supplémentation alimentaire générale pour les enfants âgés de moins de 2 ans durant la saison de soudure, et des suppléments nutritionnels pour les femmes enceintes et les mères allaitantes. La composante Redressement rapide est centrée sur le rétablissement des moyens de subsistance au travers d'activités Vivres contre travail et Espèces contre travail destinées à remettre en état les terres cultivables, les moyens de production et les infrastructures. Les activités Vivres pour la formation ont pour but de renforcer les capacités des agriculteurs et d'autres compétences professionnelles.

Dans un environnement où les violences sexuelles et sexistes sont fréquentes, le PAM et ses partenaires veilleront à ce que les activités destinées à appuyer les moyens de subsistance n'aient pas pour effet pernicieux d'encourager les agressions contre les femmes et les filles.

Les objectifs de l'intervention sont les suivants: i) réduire la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans les populations ciblées, conformément à l'Objectif stratégique 1; et ii) rétablir les moyens de subsistance des ménages en situation d'insécurité alimentaire et améliorer leur accès à l'alimentation, aux marchés et aux services sociaux, conformément à l'Objectif stratégique 3. Les activités prévues correspondent aux objectifs du Millénaire pour le développement 1, 3, 4 et 5.

## PROJET DE DÉCISION\*

Le Conseil approuve l'IPSR Sierra Leone 200062 "Protection des moyens de subsistance et appui aux filets de sécurité pour les populations vulnérables se relevant d'un conflit" (WFP/EB.A/2010/9-C/2\*).

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## ANALYSE DE LA SITUATION ET SCÉNARIO D'INTERVENTION

### Contexte

1. La Sierra Leone, qui compte 5,7 millions d'habitants, s'efforce de surmonter les effets d'une décennie de guerre civile qui a pris fin en 2002, après avoir entraîné le déplacement de 2 millions de personnes et la destruction massive des infrastructures. La pauvreté touche 47 pour cent de la population urbaine et 79 pour cent de la population rurale<sup>1</sup>; 38 pour cent de la population vit en zone urbaine, et le taux annuel d'urbanisation s'élève à 2,9 pour cent<sup>2</sup>. Le pays occupe la 180<sup>ème</sup> place, sur 182, du classement établi d'après l'indicateur de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). En 2008, le produit intérieur brut se montait à 679 dollars par habitant<sup>3</sup>.
2. Le taux de mortalité maternelle – 857 pour 100 000 naissances vivantes<sup>3</sup> – et le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans – 162 pour 1 000 naissances vivantes<sup>4</sup> – sont parmi les plus élevés au monde. Une femme sur huit risque de mourir pendant la grossesse ou l'accouchement<sup>5</sup>; 25 pour cent des enfants meurent avant l'âge de 5 ans, le plus souvent dans leur première année<sup>6</sup>. L'espérance de vie à la naissance est de 47,3 ans. Quarante-sept pour cent des ménages seulement disposent d'une source d'eau potable améliorée<sup>3</sup>. Le taux d'alphabétisation des adultes est de 38 pour cent – 50 pour cent chez les hommes, 27 pour cent chez les femmes; le taux de scolarisation est de 45 pour cent – 52 pour cent pour les garçons et 38 pour cent pour les filles.
3. Les programmes de redressement ont commencé à remettre les infrastructures en état, mais le processus est loin d'être achevé. Sur 5,3 millions d'hectares de terres arables, 20 pour cent seulement sont cultivés<sup>7</sup> en raison du manque de main-d'œuvre et d'infrastructures. La production de riz, l'aliment de base, couvre 70 pour cent des besoins<sup>8</sup>; la situation s'améliore, et le Gouvernement s'est donné pour priorité d'accroître la productivité, mais il faudra encore des années avant que le pays ne parvienne à l'autosuffisance<sup>9</sup>. Les plantations de caféiers, de cacaoyers et de palmiers à huile ont été laissées à l'abandon ou détruites durant le conflit, au détriment de la croissance économique et de l'emploi. Des réparations urgentes s'imposent sur 20 pour cent du réseau routier<sup>10</sup>, afin de remédier à l'une des principales causes de l'insécurité alimentaire – les difficultés d'accès aux marchés et aux services sociaux.

<sup>1</sup> Gouvernement de la Sierra Leone. 2009. *An Agenda for Change (2008–2012)*. Freetown.

<sup>2</sup> Central Intelligence Agency. 2010. *World Factbook*. Washington DC.

<sup>3</sup> PNUD. 2009. Rapport sur le développement humain, 2009. New York.

<sup>4</sup> UNICEF. 2009. L'état des enfants dans le monde. New York.

<sup>5</sup> Amnesty International. 2009. "Sierra Leone: Le taux de mortalité maternelle constitue une urgence en matière de droits humains". Consultable à l'adresse: <http://www.amnesty.org/fr/news-and-updates/report/maternal-death-rate-sierra-leone-quot-human-rights-emergencyquot-20090921>.

<sup>6</sup> UNICEF, op.cit.

<sup>7</sup> Gouvernement de la Sierra Leone. 2004. *Agricultural Sector Review*. Freetown.

<sup>8</sup> PAM, Sierra Leone *Household Food Security Survey in Rural Areas*, 2007. Freetown.

<sup>9</sup> Gouvernement de la Sierra Leone, Ministère de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire. 2009. *National Rice Production and Self-Sufficiency (1997–2015)*. Freetown.

<sup>10</sup> Gouvernement de la Sierra Leone, Ministère de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire, Agriculture. 2009. *Facts and Figures, 2009*. Freetown.

4. En 2008 et 2009, les nouveaux chocs provoqués par l'envolée des prix des produits alimentaires et des carburants et par la récession mondiale ont porté un coup aux efforts déployés pour reconstruire les infrastructures et stimuler la croissance économique. Entre novembre 2007 et avril 2009, le prix des importations de riz a augmenté de plus de 50 pour cent<sup>11</sup>: cette période de hausse des prix alimentaires et de faible pouvoir d'achat a entamé la capacité de résistance des ménages à faible revenu. La Banque mondiale a estimé en 2008 que 150 000 personnes supplémentaires étaient passées sous le seuil de pauvreté, en particulier des jeunes sans emploi et sans qualifications<sup>12</sup>. Les prix des exportations ont chuté; les prix des importations, dont ceux des produits alimentaires, ont grimpé<sup>13</sup>; les exportations de bauxite et de diamants ont fléchi<sup>14</sup>. Selon le Fonds monétaire international (FMI), la croissance économique ralentit, et les rentrées de devises ont diminué en raison du déclin des exportations et des envois de fonds des expatriés<sup>15</sup>, ce qui a entraîné une dépréciation du Leone (SLL) par rapport au dollar des États-Unis en 2009.
5. La jeunesse a un rôle essentiel à jouer pour maintenir la paix et la stabilité, les conditions de vie très précaires des jeunes ayant été en partie responsables de la guerre civile<sup>16</sup>. Le recensement de 2004 a montré que le taux d'activité des jeunes était de 33 pour cent<sup>17</sup>. Les possibilités d'emploi dans le secteur minier ont considérablement diminué<sup>18</sup>. Dans les zones urbaines et périurbaines, beaucoup de jeunes vivent d'expédients dangereux, se livrant notamment à la prostitution et à la délinquance.
6. L'émancipation des femmes fait de lents progrès. Les grossesses précoces sont généralisées: un tiers des femmes de 15 à 19 ans ont au moins un enfant. En raison des pressions subies pour se marier jeunes, les filles sont souvent retirées de l'école primaire plus tôt que les garçons. La proportion de mères célibataires atteint 30 pour cent dans les zones urbaines pauvres<sup>19</sup>. En zone rurale, les femmes, surtout si elles sont célibataires, n'ont pratiquement pas accès à la terre pour la cultiver et ne disposent d'aucun droit sur les ressources foncières<sup>20</sup>.
7. La violence sexuelle et sexiste est endémique, en particulier à l'encontre des jeunes femmes et des enfants; les condamnations sont rares. Le phénomène est une séquelle de la guerre, durant laquelle nombre des agresseurs d'aujourd'hui ont eux-mêmes subi des violences sexuelles<sup>21</sup>.
8. L'absence de transparence et la corruption généralisée constituent un grave handicap pour le développement social et économique, mais le Gouvernement a mis en place une commission de lutte contre la corruption et a renforcé la législation<sup>1</sup>.

<sup>11</sup> PAM. Analyse des études de marché, 2007–2009.

<sup>12</sup> Banque mondiale. 2008. Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale. Washington DC.

<sup>13</sup> Fonds monétaire international (FMI). 2009. Perspectives de l'économie mondiale. Washington DC.

<sup>14</sup> Gouvernement de la Sierra Leone, Bureau des statistiques de la Sierra Leone, Banque centrale de la Sierra Leone, Ministère des finances et du développement économique, 2010.

<sup>15</sup> FMI, mission des services du Fonds en Sierra Leone, septembre 2009.

<sup>16</sup> Richards, P. et Peters, K. 1998. "Why We Fight: Voices of Youth Combatants in Sierra Leone". *Africa* 68 (2): 182–210.

<sup>17</sup> Gouvernement de la Sierra Leone. 2005. Recensement national de la Sierra Leone, 2004. Freetown.

<sup>18</sup> PAM. 2009. *Human Security in WFP Operations: Analysis of Context and Activities in Eastern and Southern Sierra Leone*. Rome.

<sup>19</sup> PAM. 2009. *Baseline Study: Food and Cash for Work Programmes in Sierra Leone's Western Area*. Rome.

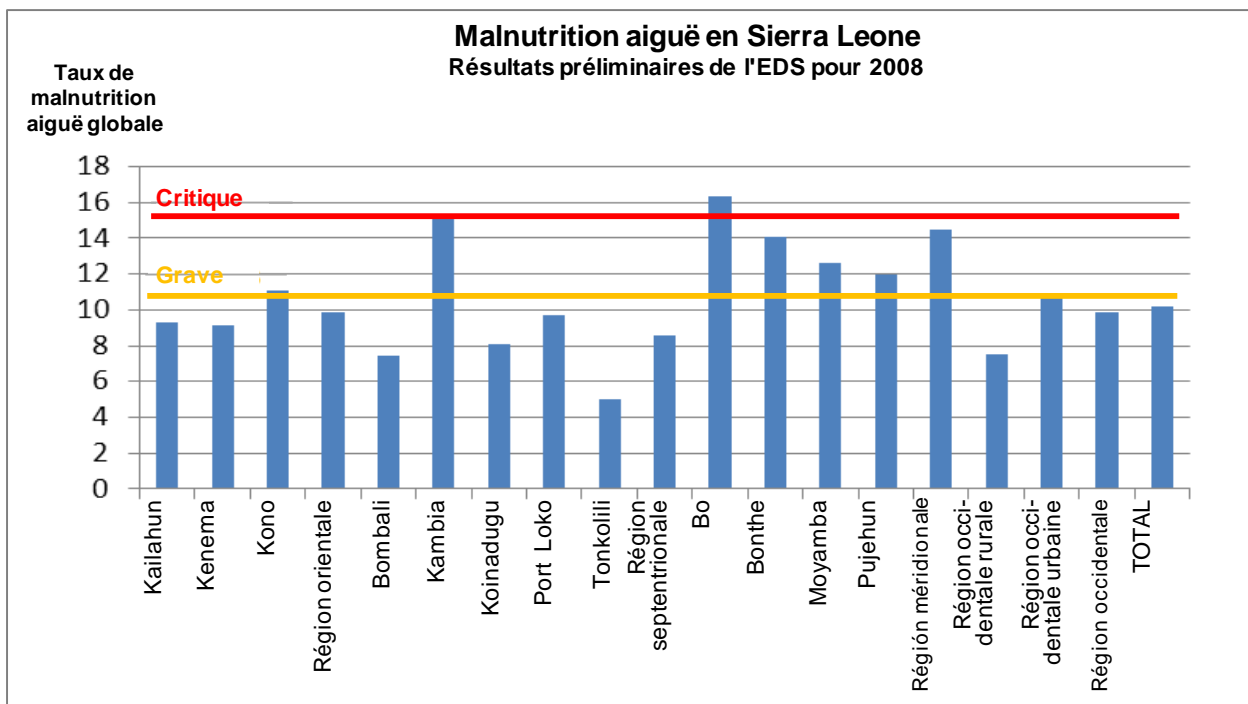
<sup>20</sup> PAM. 2009. *Study on the Relationship between Youth and Elders in the Rural Areas of Sierra Leone* (projet).

<sup>21</sup> Communiqués de presse du PNUD sur la violence sexuelle et sexiste, 10 février 2010 et 5 mars 2010.

## Sécurité alimentaire et nutrition

9. L'Enquête démographique sur la santé de 2008 (EDS) a mis en évidence un taux de malnutrition aiguë globale de 10,2 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans, un niveau considéré comme "grave" selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS); les taux varient de 8,6 pour cent dans le nord à 14,5 pour cent dans le sud<sup>22</sup>. Les districts de Bo et de Kambia dépassent le seuil "critique" de 15 pour cent; le district de Bonthe enregistre un taux de 14,1 pour cent. Sept des 13 districts dépassent le niveau de 10 pour cent indiquant une situation "grave" et trois autres s'en approchent. Les données de l'EDS ventilées par district ont été utilisées pour planifier l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200062 (voir la figure 1).

Figure 1. Taux de malnutrition aiguë globale, par district et par région



10. Selon les données de l'EDS, la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 6 à 59 mois atteint 36,4 pour cent, soit un niveau jugé "grave"<sup>23</sup>. Cinq districts ont dépassé le seuil "critique" de 40 pour cent; six autres enregistrent des taux compris entre 30 et 40 pour cent. Le manque de nourriture appropriée, les insuffisances de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, la faiblesse du système de santé, les mariages et les grossesses précoces, l'abandon scolaire, le faible niveau d'instruction des femmes et les pratiques culturelles sont autant de facteurs qui expliquent cette situation. L'allaitement est pratiqué pour 95 pour cent des enfants de moins de 6 mois, mais seuls 11 pour cent sont exclusivement nourris au sein<sup>24</sup>.

<sup>22</sup> L'OMS considère qu'un taux de malnutrition aiguë globale supérieur à 10 pour cent indique une situation "grave" et qu'un taux supérieur à 15 pour cent indique une situation "critique" ou une situation "d'urgence".

<sup>23</sup> L'OMS (2005) considère qu'un taux de malnutrition chronique supérieur à 30 pour cent indique une situation "grave" et qu'un taux supérieur à 40 pour cent indique une situation "critique".

<sup>24</sup> EDS, 2008.

11. Les carences en micronutriments posent problème: selon l'EDS de 2008, 76 pour cent des enfants de 6 à 59 mois et 46 pour cent des femmes souffrent d'anémie à cause du paludisme, des carences alimentaires et des infections parasitaires; les niveaux d'anémie dépassent le seuil considéré comme "grave" dans tout le pays.
12. La sécurité alimentaire reste fragile. Plusieurs évaluations effectuées dans les zones rurales<sup>25</sup> confirment que de nombreuses personnes se trouvent dans une situation extrêmement précaire sur le plan alimentaire par manque de moyens et faute de pouvoir accéder physiquement à la nourriture, en particulier pendant la saison de soudure de juillet à octobre qui précède la récolte principale. D'après l'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité effectuée en 2007, 33 pour cent des ménages avaient alors une consommation alimentaire "restreinte"; la crise alimentaire et la récession économique ont probablement aggravé la situation.
13. Le mauvais état voire l'absence de routes, et les difficultés qui en résultent pour accéder aux marchés renforcent l'insécurité alimentaire dans les zones rurales. Du fait du risque de pertes après récolte, les paysans sont obligés de vendre une grande partie de leur production immédiatement après la récolte, lorsque les prix sont bas, et ils doivent ensuite acheter du riz durant la saison de soudure lorsque les prix atteignent leur maximum, ce qui entretient la spirale de l'endettement et a des effets négatifs sur l'accès aux denrées alimentaires<sup>26</sup>.
14. Pour les couches les plus vulnérables de la population urbaine, le facteur économique limite l'accès à la nourriture tout au long de l'année. Les ménages qui sont des acheteurs nets de vivres sont particulièrement exposés à l'insécurité alimentaire : ils consacrent une grande partie de leurs revenus à la nourriture et sont donc incités à sacrifier la qualité et à réduire la quantité de ce qu'ils consomment. Ce constat a été confirmé par un état des lieux réalisé en 2009<sup>19</sup>, qui a montré que les commerçants enregistraient une baisse de la demande de denrées de base et que les clients achetaient des produits moins chers et en plus petites quantités.
15. Une enquête effectuée auparavant avait fait apparaître que les marchés de la région occidentale fonctionnaient bien et avait conduit à recommander la mise en place de transferts monétaires pour appuyer des programmes d'emploi<sup>27</sup>. D'après cette étude, les marchés étaient régulièrement approvisionnés en produits de base et ils pouvaient absorber le surcroît de demande engendré par les activités Espèces contre travail (ECT).

### Scénario d'intervention

16. L'intervention planifiée se fonde sur un scénario de stabilité et de reprise progressive de l'économie mondiale au cours des deux prochaines années. L'économie de la Sierra Leone restera faible tant que l'économie mondiale ne se sera pas redressée.
17. Les besoins de secours et de redressement demeureront inchangés pendant toute la durée de l'IPSR 200062, mais il sera nécessaire de procéder à d'autres évaluations. Une analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité sera conduite en 2010; le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) effectueront des enquêtes nutritionnelles dans le cadre du suivi et de l'évaluation normalisés des phases de secours et

<sup>25</sup> PAM. 2005. *Food Security, Farm Production and Nutrition Survey in Sierra Leone*. Rome; PAM. 2007. *Sierra Leone Household Food Security Survey in Rural Areas*.

<sup>26</sup> PAM. 2009. *Rapid Food Security and Vulnerability Assessment among the Main Livelihood Groups*.

<sup>27</sup> PAM. 2008. *Rapid Food Security Assessment in Western Area, Sierra Leone*.



de transition (SMART) au milieu de l'année 2010 et en 2012, afin de permettre un ajustement des opérations si nécessaire.

## **POLITIQUES, CAPACITÉS ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES INTERVENANTS**

### **Politiques, capacités et actions du Gouvernement**

18. Le Programme pour le changement (2008–2012) comporte deux priorités: l'agriculture et le développement humain. Le Gouvernement élabore actuellement une politique de protection sociale centrée sur la création de filets de sécurité: il recommande les transferts conditionnels comme un moyen privilégié de fournir des vivres et un revenu monétaire aux bénéficiaires. Le Gouvernement participe au Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique par le biais de son Plan national de développement de l'agriculture durable pour 2010-2030, qui prend acte de la nécessité de mettre en place des filets de sécurité en zone rurale pour renforcer la protection sociale et faciliter la commercialisation des produits agricoles.
19. Le Plan stratégique national pour le secteur de la santé (2010-2015) prévoit :
  - des services de santé gratuits pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans;
  - une politique alimentaire et nutritionnelle et un plan de mise en œuvre;
  - des directives et une stratégie pour l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants; et
  - un plan en faveur de la santé procréative et infantile pour 2008-2010.
20. Un plan d'action national est en cours d'élaboration pour lutter contre la violence sexuelle et sexiste.

### **Politiques, capacités et actions des autres intervenants**

21. Les programmes en faveur de l'agriculture et de la santé sont appuyés par des organismes des Nations Unies, la Banque mondiale, les organisations non gouvernementales (ONG) *Cooperative for Assistance and Relief Everywhere*, *Catholic Relief Services*, l'Agence allemande de coopération technique (GTZ), ainsi que l'Union européenne, l'Irlande et le Royaume-Uni. Le Ministère britannique du développement international et Irish Aid soutiennent le programme de santé procréative et infantile et de nutrition établi dans le cadre de la "Vision commune" des Nations Unies; l'Agency for International Development (États-Unis) met la dernière main à un programme d'assistance pluriannuel axé sur l'agriculture et la nutrition qui devrait être mis en œuvre dans 5 districts sur 12. La GTZ s'emploie de son côté à obtenir pour les jeunes et les femmes des droits fonciers de longue durée ainsi qu'à leur trouver des débouchés dans la transformation des produits agricoles.

## Coordination

22. La "Vision commune" des Nations Unies s'est substituée au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) en tant que mécanisme de coordination à l'appui du Programme pour le changement adopté par le Gouvernement. La priorité est de consolider la paix et la stabilité en intégrant les zones rurales dans l'économie, en facilitant l'insertion sociale et économique des jeunes, en assurant l'accès de tous aux services de santé et en mettant sur pied des services publics fiables et accessibles.
23. Le PAM participe au comité de la nutrition dont les travaux sont coordonnés par le Ministère de la santé et de l'assainissement; il est membre du groupe de travail multidisciplinaire sur la sécurité alimentaire; et il anime un groupe consultatif sur l'agriculture placé sous l'égide du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire. Le PAM prend également part au forum chargé de coordonner les efforts des organismes des Nations Unies et des ONG partenaires visant la reconstitution des moyens de subsistance et la sécurité alimentaire.

## OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE APPORTÉE PAR LE PAM

24. Le but de l'IPSR 200062 est de sauver des vies et de protéger les moyens de subsistance des populations, en faisant reculer la malnutrition et en appuyant le relèvement du pays en phase de sortie de conflit ainsi que son redressement économique. Conformément au Plan stratégique du PAM (2008–2013), l'IPSR 200062 a les objectifs suivants:
- réduire la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans les populations ciblées (Objectif stratégique 1); et
  - rétablir les moyens de subsistance des ménages en situation d'insécurité alimentaire et améliorer leur accès aux vivres, aux marchés et aux services sociaux (Objectif stratégique 3).
25. Ces objectifs concordent avec les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) 1, 3, 4 et 5<sup>28</sup>, les priorités 2 (agriculture) et 4 (développement humain) du Programme pour le changement adopté par le Gouvernement sierra-léonais, et les programmes 4 (petits exploitants et accès aux marchés) et 7 (nutrition et santé procréative et infantile) établis dans le cadre de la "Vision commune" des Nations Unies.

## STRATÉGIE D'INTERVENTION DU PAM

### Nature et efficacité de l'assistance apportée jusqu'ici en faveur de la sécurité alimentaire

26. L'IPSR 105540 (juillet 2007-juin 2009) devait aider 533 000 personnes dans le sud et l'est du pays à surmonter les conséquences de la guerre civile, en renforçant leurs moyens de subsistance, en leur offrant un appui nutritionnel et en développant l'alimentation scolaire. L'opération a été prolongée jusqu'en juin 2010 et compte actuellement 746 000 bénéficiaires, la hausse des prix des aliments en 2008 et la crise économique de 2009 ayant entraîné une extension des activités dans la région occidentale, notamment

<sup>28</sup> OMD 1: Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim. OMD 3: Promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. OMD 4: Réduire la mortalité infantile. OMD 5: Améliorer la santé maternelle.

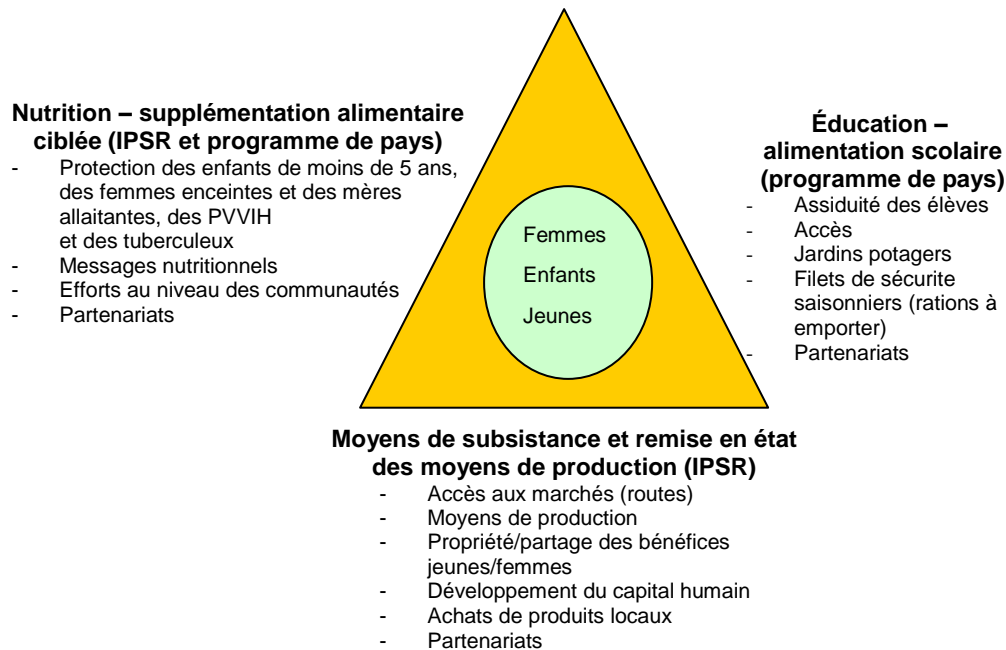
dans les bidonvilles de Freetown et alentour, et l'ajout d'une initiative pilote ECT à petite échelle.

27. Le programme de pays 105840 (2008-2010) vient en aide à 179 300 personnes démunies et exposées à l'insécurité alimentaire dans le nord du pays, au moyen d'activités axées sur l'alimentation scolaire et sur la santé et la nutrition maternelles et infantiles.
28. Une initiative lancée à titre pilote sur la période février 2009-janvier 2011 dans le cadre du programme "Achats au service du progrès" (P4P) vise à développer les marchés, améliorer la production en termes quantitatifs et qualitatifs, et augmenter les revenus des petits exploitants.
29. Une évaluation décentralisée de l'IPSR 105540 conduite en 2009 a conclu à la pertinence des objectifs visés, tout en recommandant des améliorations en matière de ciblage, de suivi, de reddition de comptes, de renforcement des capacités, de recherche de synergies et de partenariats. Ces conseils ont été pris en considération lors de l'élaboration de l'IPSR 200062. Une évaluation de l'initiative ECT et d'un programme pilote Espèces et Vivres contre travail (ECT+VCT) lancé dans la région occidentale sera effectuée en 2010; elle portera notamment sur l'efficacité pratique et économique des modalités de transfert.

### **Grands axes de la stratégie**

30. La situation nutritionnelle des enfants et les indicateurs de mortalité maternelle et infantile soulignent la nécessité d'une action urgente du PAM et de ses partenaires. L'insécurité alimentaire dans les zones rurales et le fort taux de chômage des jeunes – avec la menace que ces deux facteurs font peser sur la paix et la stabilité – exigent une attention immédiate.
31. L'IPSR 200062 sera centrée sur la mise en place de mécanismes fiables de protection sociale et de soutien à la production pour remédier aux niveaux critiques d'insécurité alimentaire et de dénutrition, et contribuer à reconstruire les infrastructures endommagées pendant la guerre et laissées à l'abandon depuis la fin du conflit. Les principales activités seront des interventions nutritionnelles, la remise en état des terres agricoles et des infrastructures pour augmenter les revenus des petits paysans, la construction et la réparation de routes afin d'améliorer l'accès aux marchés et aux services.
32. L'élaboration de l'IPSR 200062 et la révision du programme de pays sont le fruit de consultations avec le Gouvernement, les organismes des Nations Unies, les partenaires coopérants et les donateurs présents en Sierra Leone. L'opération se fonde sur une évaluation et trois missions de formulation qui ont conduit le bureau de pays à réorienter sa stratégie d'assistance autour d'un "triangle d'interventions" déterminé par les relations de causalité et de réciprocité entre les moyens de subsistance, l'éducation et la nutrition (voir la figure 2).

**Figure 2: Triangle des interventions du PAM en Sierra Leone**



33. Des liens ont été établis entre l'IPSR et les activités du programme de pays, en évitant les chevauchements. L'alimentation scolaire, l'appui nutritionnel des personnes vivant avec le VIH (PVVIH), le renforcement des capacités gouvernementales et l'analyse de la sécurité alimentaire occuperont une place centrale dans la version révisée du programme de pays réorienté et compléteront l'IPSR 200062.

### Composante Secours

34. **Supplémentation alimentaire ciblée et générale.** La supplémentation alimentaire ciblée sur les enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition modérée devrait permettre de réduire la malnutrition aiguë; la supplémentation alimentaire générale destinée aux enfants de 6 à 23 mois durant la saison de soudure, et le traitement des femmes enceintes et des mères allaitantes malnutries contribueront à prévenir l'accroissement de la malnutrition. Dans les régions où la malnutrition maternelle est élevée, la distribution générale de suppléments nutritionnels aux femmes enceintes et aux mères allaitantes sera associée aux services de santé, de manière à encourager l'utilisation de ces derniers et à réduire ainsi le risque de mortalité maternelle et infantile. Avec le concours de ses partenaires, le PAM organisera à l'intention des populations et des institutions des activités de formation et de sensibilisation en matière de soins, d'hygiène et d'alimentation.

### Composante Redressement rapide

35. **Filets de sécurité et travail dans les régions rurales.** Les filets de sécurité viseront à atténuer les crises alimentaires saisonnières dans les régions d'accès difficile et à appuyer le rétablissement des moyens de subsistance moyennant la remise en état des routes et des marécages de plaine pour les petites exploitations et le débroussaillage des plantations de cacaoyers et de caféiers. Le PAM prendra soin d'intégrer dans l'opération des dispositifs garantissant l'accès des femmes et des jeunes aux terres et infrastructures remises en état.

36. **Filets de sécurité et travail en zone urbaine et périurbaine dans la région occidentale.** Seront principalement ciblées les zones urbaines et périurbaines exposées à l'insécurité alimentaire, notamment les bidonvilles et les implantations sauvages, où le problème majeur est le manque de moyens financiers pour se procurer de la nourriture. Les activités tiendront compte des enseignements tirés des projets pilotes ECT et ECT+VCT, et seront axées sur la remise en état des routes, des conduites de drainage et des chemins, la gestion de l'environnement et la création d'installations collectives peu coûteuses.
37. Compte tenu des préférences des bénéficiaires, des variations saisonnières des prix et des distances par rapport aux marchés, transferts monétaires et distributions alimentaires seront associés: 75 pour cent des bénéficiaires recevront uniquement des espèces; 25 pour cent recevront des vivres et des espèces. Une analyse des micro-risques liés aux activités ECT est prévue.
38. **Perfectionnement des compétences.** En zone urbaine, des établissements de formation seront sélectionnés pour dispenser des formations qualifiantes utiles sur le marché, par exemple dans le domaine de la création d'entreprise (avec des modules intégrant accès au microcrédit, capital de mise en route, outils et documentation). En zone rurale, où l'acquisition de connaissances n'a pas lieu au sein d'institutions, des activités Vivres pour la formation (VPF) seront associées aux activités VCT par le biais des centres d'appui aux entreprises agricoles mis en place avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture: les compétences visées concernent la transformation des produits agricoles, la commercialisation, la gestion d'entreprise et la gestion organisationnelle. La distribution de vivres à consommer sur place plutôt que d'espèces a pour but d'encourager la fréquentation.

### Transfert des responsabilités

39. Dans la phase actuelle du redressement, la poursuite de l'intervention des organisations internationales est indispensable pour mettre en place des filets de sécurité fiables en faveur des personnes les plus vulnérables. Le PAM s'occupera des importations alimentaires, des achats locaux et de la distribution, parallèlement au renforcement des capacités des acteurs gouvernementaux en matière de planification, de mise en œuvre et de suivi.
40. Le partenariat REACH proposé doit permettre d'améliorer les capacités gouvernementales de coordination et de mobilisation de fonds en vue d'amplifier les interventions de secours<sup>29</sup>. L'action du PAM en faveur des petits exploitants privilégiera les programmes de nutrition et d'alimentation scolaire fondés sur la production locale par le biais d'appels d'offres ou de l'initiative P4P.
41. Le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique envisage de faire transiter par le canal des gouvernements les aides financières destinées aux filets de sécurité et au renforcement des capacités. À mesure que les indicateurs de développement humain de la Sierra Leone s'amélioreront, les aides en faveur de la nutrition et des moyens de subsistance pourraient être intégrées au sein d'un portefeuille d'activités de développement qui engloberait les programmes nationaux financés par le gouvernement ;

<sup>29</sup> REACH est une initiative pilotée par les pays qui a pour but d'intensifier les interventions de lutte contre la dénutrition infantile en partenariat avec des organismes des Nations Unies, la société civile, les donateurs et le secteur privé. La Sierra Leone est engagée dans l'initiative REACH+, qui vise à développer les liens entre les petits agriculteurs et les interventions nutritionnelles.

le PAM recentrerait alors son action sur le renforcement des capacités et développerait son rôle consultatif. L'obligation de rendre compte exigerait au préalable que les responsabilités soient clairement établies.

## BÉNÉFICIAIRES ET CIBLAGE

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR TYPE D'ACTIVITÉ ET PAR ANNÉE								
		Bénéficiaires						Total
	Activité	Année 1		Année 2		Année 3		Années
		Hommes/ garçons	Femme s/ filles	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	
Secours	Supplémentation alimentaire ciblée (moins de 5 ans)	17 750	17 750	35 500	35 500	35 500	35 500	177 500
	Supplémentation alimentaire générale saisonnière (moins de 2 ans)	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000	252 000
	Appui nutritionnel ciblé (femmes enceintes et mères allaitantes)		2 750		5 500		5 500	13 750
	Appui nutritionnel général (femmes enceintes et mères allaitantes)		23 000		46 000		46 000	115 000
Redressement rapide	VPF	800	800	1 600	1 600	1 600	1 600	8 000
	VCT	39 000	26 000	78 000	52 000	78 000	52 000	325 000
	VCT + ECT	2 250	1 500	4 500	3 000	4 500	3 000	18 750
	ECT	6 750	4 500	13 500	9 000	13 500	9 000	56 250
<b>Total</b>		<b>108 550</b>	<b>118 300</b>	<b>175 100</b>	<b>194 600</b>	<b>175 100</b>	<b>196 600</b>	960 65030

42. Le ciblage s'appuiera au départ sur la typologie de la sécurité alimentaire établie à partir des analyses et de la cartographie de la vulnérabilité de 2005 et 2007. L'ordre de priorité des districts sera déterminé en fonction du degré d'insécurité alimentaire, de l'accès aux marchés, et du risque de chocs climatiques. Les districts de Bombali, Bonthe, Koinadugu, Moyamba, Port Loko, Pujehun et Tonkolili, qui présentent les taux les plus élevés d'insécurité alimentaire et sont le plus isolés des marchés, recevront une plus grande part de ressources.

43. Des ateliers de planification participative organisés à l'échelle des districts, qui doivent se terminer d'ici le milieu de 2010, permettront d'affiner le ciblage au niveau des sous-districts et de définir les critères de sélection des ménages. En 2011, le ciblage sera encore resserré sur la base de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2010.

<sup>30</sup> Les participants aux activités VPF également impliqués dans d'autres activités seront exclus du nombre total de bénéficiaires pour éviter un double comptage.

44. La répartition des interventions nutritionnelles sera fonction des taux de malnutrition aiguë globale relevés par l'EDS de 2008, ainsi que des indices de masse corporelle et des niveaux d'anémie parmi les femmes. Pour éviter tout chevauchement, les districts couverts par le programme d'assistance pluriannuel seront exclus de l'IPSR 200062. Le tableau 2 présente les critères de ciblage des activités nutritionnelles.

<b>TABLEAU 2: CRITÈRES DE CIBLAGE DES ACTIVITÉS NUTRITIONNELLES</b>				
<b>Activité</b>	<b>Districts</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Admission</b>	<b>Critères de sortie</b>
Supplémentation alimentaire	Bo, Bonthe, Kambia, Kono, Moyamba, Port Loko, Pujehun, région occidentale (bidonvilles et campagne)	Malnutrition aiguë globale supérieure à 10 % et inférieure à 15 % (sauf zones couvertes par le programme d'assistance pluriannuel)	Enfants souffrant de malnutrition aiguë et modérée de moins de 5 ans qui ont un Z-score inférieur à 2 et supérieur ou égal à 3 pour ce qui est du rapport poids/taille	Rapport poids/taille
Supplémentation alimentaire générale durant la saison de soudure	Bo, Bonthe, Kambia	Malnutrition aiguë globale supérieure à 15 % ou proche de ce niveau en raison de la vulnérabilité (Bonthe) (sauf zones couvertes par le programme d'assistance pluriannuel)	Enfants de 6 à 23 mois entre juillet et octobre	Saison
Appui nutritionnel en faveur des femmes enceintes et des mères allaitantes	Priorité n°1 : Bo, Bonthe Moyamba, Pujehun, bidonvilles de la région occidentale  Priorité n°2 : Kambia, Kono, Port Loko	Indicateurs nutritionnels (indice de masse corporelle et anémie) les plus mauvais chez les femmes  Indicateurs nutritionnels légèrement meilleurs chez les femmes (sauf zones couvertes par le programme d'assistance pluriannuel)	Supplémentation alimentaire générale: de 6 mois avant à 6 mois après la naissance, indépendamment de l'état nutritionnel  Supplémentation alimentaire ciblée: périmètre brachial inférieur à 23 cm	6 mois après l'accouchement

45. Le PAM et ses partenaires prévoient d'aider environ 65 000 ménages par le biais des activités VCT, dont 70 pour cent dans les districts prioritaires et 30 pour cent dans les districts ruraux de Bo, Kailahun, Kambia, Kenema et Kono. Dans les zones urbaines et périurbaines de la région occidentale, des activités ECT ou ECT+VCT seront proposées à

15 000 ménages. Des organismes tels que la Commission nationale pour l'action sociale se chargeront d'une grande partie des ménages de la région occidentale.

46. Les activités VPF seront proposées aux personnes inscrites dans les centres de formation professionnelle ou aux agriculteurs suivant une formation par l'intermédiaire des centres d'appui aux entreprises agricoles.

---

## ASPECTS NUTRITIONNELS ET RATIONS, ET VALEUR DES TRANSFERTS MONÉTAIRES ET DES BONS D'ALIMENTATION

47. La valeur des transferts monétaires correspond aux normes appliquées par la Commission nationale pour l'action sociale, qui verse 7 000 SLL/jour<sup>31</sup>, soit 70 pour cent du salaire journalier pour un travail similaire à celui des activités ECT, et à peu près l'équivalent des vivres fournis dans le cadre des activités VCT. La ration VCT a une valeur supérieure au salaire journalier durant la saison de soudure en raison de la fluctuation des prix alimentaires. Les transferts alimentaires et monétaires dépendent donc à la fois de la saison et des préférences des bénéficiaires. Pour les besoins de la planification, il a été décidé que les participants aux activités ECT+VCT seraient pour moitié rémunérés en espèces et pour moitié sous forme de vivres.
48. Les rations familiales VCT se composent de céréales, de légumes secs et d'huile végétale; la valeur moyenne d'une ration journalière correspond à la rémunération versées dans le cadre des activités ECT, soit 7 000 SLL, et fournit 90 pour cent des besoins énergétiques d'une famille moyenne de cinq personnes.
49. Les rations de supplémentation destinées aux enfants et aux femmes enceintes et mères allaitantes sont conformes aux rations existantes et au protocole national; le mélange maïs-soja est remplacé par un mélange maïs-soja enrichi ou l'équivalent. Durant la saison de soudure, la supplémentation alimentaire générale destinée aux enfants âgés de 6 à 23 mois reposera sur la distribution de Plumpy-do<sup>®</sup>, un produit très efficace pour prévenir la malnutrition, facile à distribuer et prêt à la consommation.

---

<sup>31</sup> 1,82 dollar É.-U. au taux de change des Nations Unies d'avril 2010.



TABLEAU 3: RATION JOURNALIÈRE/TRANSFERT, PAR ACTIVITÉ								
Type de produit alimentaire/transferts monétaires et bons d'alimentation	Supplém. alimentaire ciblée (<5 ans)	Supplém. alimentaire générale saisonnière (<2 ans)	Appui nutritionnel ciblé (femmes enceintes et mères allaitantes)	Appui nutritionnel général (femmes enceintes et mères allaitantes)	VPF	VCT	ECT + VCT	ECT
Céréales	0	0	0	0	400	400	200	0
Légumes secs	0	0	0	0	80	80	40	0
Mélange maïs-soja enrichi	200	0	200	200	0	0	0	0
Huile végétale	20	0	20	20	25	25	12,5	0
Plumpy-do <sup>®</sup>	0	46	0	0	0	0	0	0
Sucre	15	0	15	15	0	0	0	0
Transferts monétaires/bons d'alimentation (dollar/personne/jour <sup>32</sup> )	0	0	0	0	0	0	0,94	1,87
<b>Total</b>	<b>235</b>	<b>46</b>	<b>235</b>	<b>235</b>	<b>505</b>	<b>505</b>	<b>252,5</b>	<b>0</b>
Total kcal/jour	1 037	247	1 037	1 037	1 889	1 889	945	0
% kcal provenant des protéines	13,9	9,6	13,9	13,9	11,9	11,9	11,9	0
% kcal provenant des lipides	27,8	58,3	27,8	27,8	20,0	20,0	20,0	0

## MODALITÉS D'EXÉCUTION

50. Un comité de pilotage du projet faisant intervenir des ministères et des organisations partenaires sous la présidence du Ministère des finances et du développement économique sera chargé de coordonner les activités et d'étudier les résultats obtenus.
51. La planification participative et le suivi seront assurés au niveau du pays, des districts et des populations locales. Le PAM demandera aux partenaires coopérants de recourir à des méthodes de planification participative qui tiennent compte de l'âge et du sexe, en particulier pour les activités d'appui aux moyens de subsistance.
52. Les femmes seront encouragées à prendre part à l'inventaire des besoins et à la définition des priorités, ainsi qu'à la planification, à la mise en œuvre et au suivi. La parité entre les sexes est un objectif recherché pour la gestion et la direction du projet. Les accords de partenariat exigeront que les femmes puissent avoir accès aux actifs mis en place dans le cadre de l'appui aux moyens de subsistance. Le PAM veillera également à tenir compte des questions de protection, en particulier contre la violence sexuelle et sexiste, en mobilisant et en sensibilisant les populations autour du principe consistant "à ne pas nuire".

<sup>32</sup> Au taux de change de 3 750 SLL pour 1 dollar en vigueur en février 2010.

53. Il sera essentiel que le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire, les services nationaux de la voirie et le Ministère de la santé et de l'assainissement participent à l'élaboration des stratégies, à la macroplanification et à la supervision technique. Ils pourront faire appel pour cela à l'appui technique et financier d'organismes des Nations Unies, d'organisations non gouvernementales internationales et d'institutions telles que le Fonds international de développement agricole, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement.
54. Le PAM continuera de travailler aux côtés de la Commission de lutte contre la corruption pour renforcer la vigilance des populations quant à leurs droits, et enquêter sur des allégations de détournement de fonds.
55. Les plans d'opérations conçus avec les partenaires coopérants pour les initiatives pilotes ECT et ECT+VCT dans la région occidentale seront mis à jour sur la base d'une évaluation prévue pour la fin 2010. Seront sélectionnées comme partenaires coopérants les ONG qui sont présentes sur place et appliquent des normes internationales de comptabilité.

## Logistique

56. Les vivres importés transiteront par le port de Freetown, qui possède deux entrepôts d'une capacité de 16 000 tonnes; les entrepôts de transit dont disposent les bureaux auxiliaires du PAM à Port Loko, Magburaka, Kenema et Kailahun peuvent stocker 7 400 tonnes. Le transport des marchandises vers les bureaux auxiliaires sera assuré par des transporteurs privés.
57. Pour la livraison finale, il est difficile de faire appel à des transporteurs privés compte tenu du mauvais état des routes et de la taille réduite des cargaisons, étant donné les multiples points à desservir. Les camions du PAM seront de plus en plus utilisés pour l'acheminement des produits si les achats locaux se développent. On étudiera s'il est matériellement et économiquement envisageable d'effectuer des expéditions moins fréquentes mais plus volumineuses pour approvisionner les centres de santé et les projets d'appui aux moyens de subsistance, et le PAM s'efforcera de convaincre les transporteurs privés de circuler sur les routes tertiaires.
58. Le ciblage resserré autour des zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition pourrait éloigner encore les points de livraison finale. Si tel est le cas, le PAM et ses partenaires engageront une réflexion avec les populations participantes pour trouver des solutions.

---

## SUIVI DE L'EXÉCUTION

59. Le suivi est assuré par 20 contrôleurs de terrain répartis entre quatre bureaux auxiliaires et le bureau de pays. Les missions de formulation des programmes et d'évaluation décentralisée ont relevé certaines déficiences à corriger dans les systèmes de suivi et d'évaluation (S&E). Le bureau de pays passera en revue les procédures et les instruments qu'il utilise et apportera les améliorations requises, avec le soutien technique du bureau régional et du Siège.
60. Des systèmes de suivi post-distribution et par contact direct avec les bénéficiaires seront mis sur pied et intégrés dans la boîte à outils du S&E. Seront également pris en compte à ce niveau les questions de protection contre la violence sexuelle et sexiste, les problèmes d'éducation et de santé, et les systèmes de dénonciation en cas de détournement de fonds. Un spécialiste du S&E sera recruté.

61. Une évaluation externe à mi-parcours sera réalisée au dernier trimestre de 2011 et servira à mettre au point la stratégie d'intervention du PAM pour la Sierra Leone à compter de 2013.

---

## ÉVALUATION DES RISQUES ET PLANIFICATION DES INTERVENTIONS D'URGENCE

### Évaluation des risques et des dangers

62. Des élections nationales se tiendront en Sierra Leone en 2012. Il est probable que le pays maintiendra le cap sur la croissance sociale et économique et la stabilité; cependant, des chocs économiques pourraient accroître le nombre de personnes extrêmement vulnérables et aggraver la situation des populations marginalisées, au risque d'entraîner des troubles sociaux.
63. Le pays connaît une corruption endémique. Si les systèmes mis en place ne prévoient pas de mécanismes de contrôle et de régulation, le risque de détournement des ressources est élevé. L'une des mesures de prévention les plus efficaces consiste à permettre aux populations concernées de revendiquer leurs droits.
64. La Sierra Leone a commencé à décentraliser l'administration des services au niveau des districts. Les transferts de ressources qui accompagnent cette décentralisation pourraient provoquer des tensions.

### Contraintes et hypothèses

65. Si l'assistance nutritionnelle n'est pas adéquate ou prend du retard, il est possible que les taux de malnutrition s'aggravent, avec à la clé une hausse de la mortalité infantile. Si l'appui aux moyens de subsistance est retardé ou inadéquat, le redressement subira un ralentissement, et le risque de troubles sociaux et de violence augmentera dès lors qu'un nombre croissant de jeunes sans emploi auront recours, pour survivre, à des expédients dangereux.

---

## MESURES DE SÉCURITÉ

66. La Sierra Leone est actuellement classé en phase deux du plan de sécurité des Nations Unies. Les véhicules du PAM qui circulent sur le terrain sont équipés d'appareils de communication, de trousse de premier secours et des outils nécessaires pour faire face aux situations d'urgence.

## ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
<b>Produits alimentaires</b>			
Céréales <sup>1</sup>	12 422	5 556 274	
Légumes secs	2 484	990 426	
Huiles et matières grasses	1 916	1 735 540	
Aliments composés	12 791	11 057 647	
Autres	855	649 792	
Total	<b>30 468</b>	<b>19 989 679</b>	
Transferts monétaires		2 205 000	
Sous-total produits alimentaires et transferts monétaires			22 194 679
Transport extérieur			2 966 050
Transport terrestre, entreposage et manutention (TTEM)			3 959 942
Autres coûts opérationnels directs			2 494 049
Coûts d'appui directs <sup>2</sup> (voir annexe 1-B)			6 861 978
Total des coûts directs pour le PAM			<b>38 476 698</b>
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) <sup>3</sup>			<b>2 693 369</b>
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>41 170 067</b>

<sup>1</sup> Assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier.

<sup>2</sup> Chiffre indicatif donné à titre d'information. La part allouée aux coûts d'appui directs est revue chaque année.

<sup>3</sup> Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

## ANNEXE I-B

<b>BESOINS D'APPUI DIRECT (en dollars)</b>	
<b>Dépenses de personnel et coûts</b>	
Administrateurs recrutés au plan international	1 596 705
Administrateurs recrutés au plan national	177 625
Personnel des services généraux recruté au plan national	1 568 575
Personnel temporaire recruté au plan national	18 750
Consultants internationaux	623 550
Consultants nationaux	60 000
Volontaires des Nations Unies	290 000
Voyages officiels du personnel	526 545
<b>Sous-total</b>	<b>4 861 750</b>
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	
Charges (électricité, etc.)	52 800
Fournitures de bureau et petit matériel	59 779
Télécommunications	326 500
Réparation et entretien du matériel	62 501
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	762 800
Installation des bureaux et réparations	55 000
Prestations des organisations des Nations Unies	132 000
<b>Sous-total</b>	<b>1 451 380</b>
<b>Dépenses d'équipement et autres coûts</b>	
Location de véhicules	214 200
Équipement de télécommunications	49 070
Dépenses locales de sécurité	285 578
<b>Total partiel</b>	<b>548 848</b>
<b>TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>6 861 978</b>

**ANNEXE II: CADRE LOGIQUE**

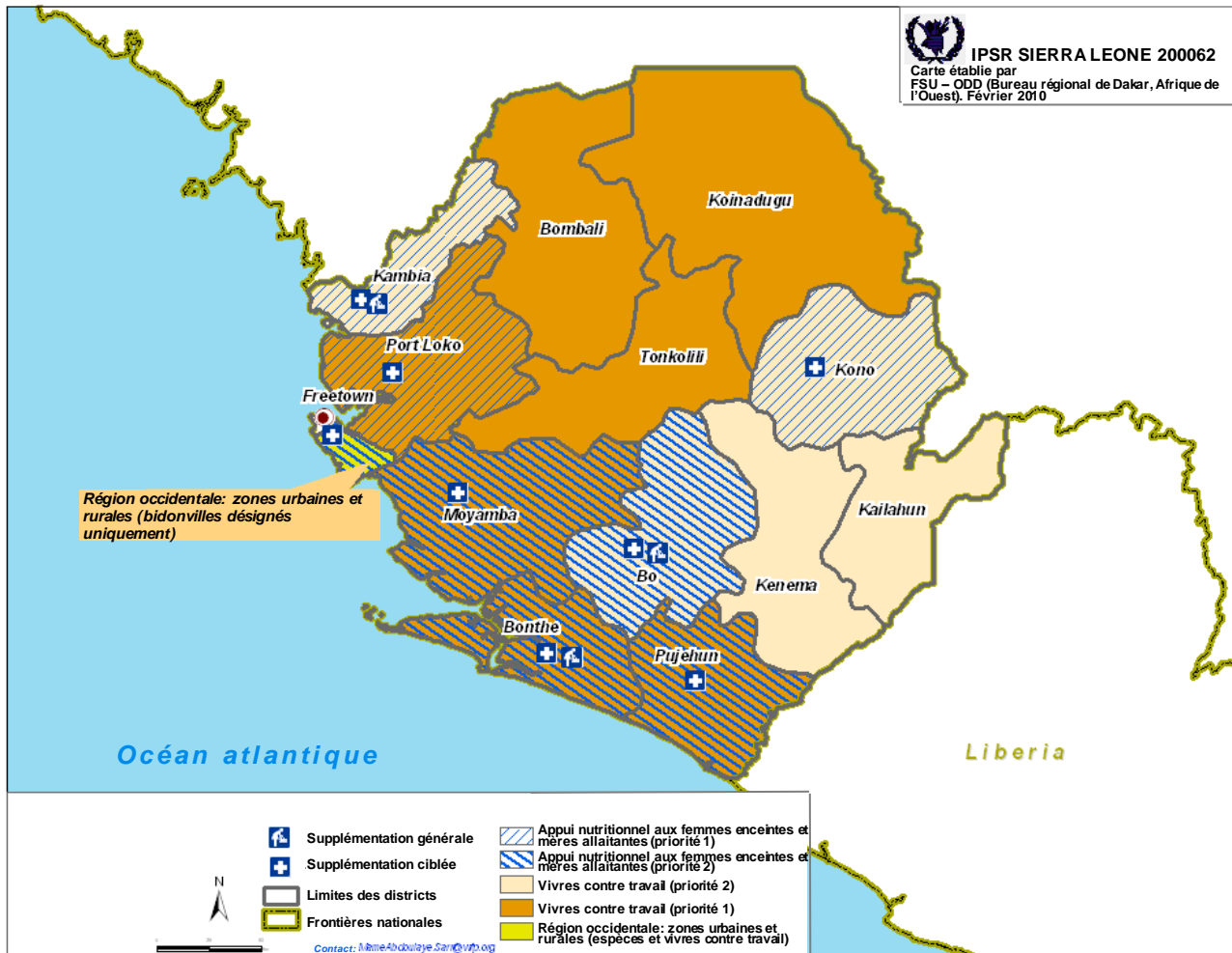
Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<b>Objectif stratégique 1: Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence</b>		
<b>Effet direct 1:</b> Réduction de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans parmi les populations ciblées	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (rapport poids/taille en pourcentage) [cible = &lt; 10 %]</li> <li>➤ Supplémentation alimentaire: taux de récupération [objectif = &gt; 75 %], taux d'abandon du traitement [cible = &lt; 15 %], taux de décès [cible = &lt; 3 %], taux de non-réaction [cible = &lt; 5 %]</li> </ul>	Épidémies de maladies transmises par l'eau ou de paludisme qui peuvent aggraver la malnutrition
<b>Produit 1.1:</b> Distribution en quantité suffisante et en toute sécurité de produits alimentaires et non alimentaires de qualité aux femmes, filles et garçons ciblés	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Quantité d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues</li> <li>➤ Nombre de femmes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et non alimentaires, par catégorie (&lt; 2 ans, &lt; 5 ans, femmes enceintes et mères allaitantes) et en pourcentage des chiffres prévus</li> </ul>	Les donateurs soutiennent la stratégie nutritionnelle et financent la livraison des vivres requis en temps voulu.
<b>Objectif stratégique 3: Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition</b>		
<b>Effet direct 3:</b> Consommation alimentaire suffisante des ménages ciblés exposés au risque de faim aiguë, pendant la période couverte par l'assistance	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Score de consommation alimentaire des ménages parmi les ménages bénéficiaires [cible = &gt; 35 %]</li> </ul>	<p>Cadre politique stable et conditions de sécurité adéquates</p> <p>Intrants non alimentaires complémentaires fournis par d'autres partenaires</p>
<b>Produit 3.1:</b> Distribution en quantité suffisante et en toute sécurité de produits alimentaires, espèces et produits non alimentaires de qualité aux femmes et hommes ciblés qui participent à la création d'actifs dans le cadre d'activités VCT, VCT+ECT ou ECT	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de femmes et d'hommes participant à des activités VCT qui reçoivent des produits alimentaires et non alimentaires par catégorie, en pourcentage des chiffres prévus</li> <li>➤ Nombre de femmes et d'hommes participant à des activités ECT et VCT+ECT qui reçoivent des espèces, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus</li> </ul>	<p>Disponibilité des partenaires coopérants; compétences techniques et ressources/fonds suffisants</p> <p>Possibilité d'accéder aux bénéficiaires</p>

**ANNEXE II: CADRE LOGIQUE**

Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Quantité de vivres distribués par type, en pourcentage de la quantité prévue</li> <li>➤ Total des sommes versées en espèces, en pourcentage des prévisions</li> <li>➤ Bénéficiaires recevant des espèces en temps voulu, en pourcentage des prévisions</li> <li>➤ Bénéficiaires utilisant des espèces pour acheter des vivres, en pourcentage des prévisions</li> <li>➤ Bénéficiaires investissant des espèces dans des activités de rétablissement des moyens de subsistance, en pourcentage des prévisions</li> <li>➤ Quantité de produits non alimentaires distribués par type, en pourcentage de la quantité prévue</li> </ul>	
<b>Produit 3.2:</b> Actifs créés ou remis en état par les populations ciblées	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Actifs créés ou remis en état par type et unité de mesure (marécages de plaine, cultures arbustives, routes de desserte, plantations d'arbres, infrastructures, autres)</li> </ul>	
<b>Produit 3.3:</b> Participation des femmes à la gestion des vivres et à la prise de décision	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pourcentage de femmes exerçant des responsabilités dans les comités de gestion des vivres et des actifs [cible = &gt; 50 %]</li> </ul>	
<b>Produit 3.4:</b> Distribution en quantité suffisante et en toute sécurité de produits alimentaires de qualité aux hommes, femmes et adolescentes ciblées qui participent à des activités VPF	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'hommes, de femmes et d'adolescentes recevant des VPF en pourcentage des chiffres prévus</li> <li>➤ Quantité de vivres distribués par type, en pourcentage de la quantité prévue</li> </ul>	

## ANNEXE IV

### Zones d'intervention du PAM en Sierra Leone



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



---

## **LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT**

ECT	espèces contre travail
ECT+VCT	espèces et vivres contre travail
EDS	Enquête démographique sur la santé
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ONG	organisation non gouvernementale
P4P	initiative "Achats au service du progrès"
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
S&E	suivi et évaluation
SMART	Suivi et évaluation normalisés des phases de secours et de transition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	vivres contre travail
VIH	virus de l'immunodéficience humaine
VPF	vivres pour la formation